

# Les tueurs du général Habyarimana sèment la terreur au Rwanda

L'Humanité, 28 janvier 1993

**Au moins quatre-vingts morts. Le pouvoir en place lance ses tueurs contre les membres de l'opposition. Objectif : faire échouer les pourparlers de paix.**

QUATRE-VINGTS personnes ont été tuées et plusieurs centaines blessées, au cours des violences qui ont éclaté depuis le 21 janvier dans les préfectures de Gisenyi (nord-ouest) et de Kibuye (ouest) au Rwanda. Les partisans du « président » Juvénal Habyarimana s'attaquent aux membres de l'ethnie minoritaire tutsi et aux adhérents des partis d'opposition.

Les tueurs du général-président ont adopté une stratégie de la terreur dans le but de faire échouer le processus de paix entamé par les négociations d'Arusha. Dans la région natale de Habyarimana, les membres du Mouvement républicain national pour la démocratie et le développement (MRNDD, parti au pouvoir) se sont particulièrement acharnés sur des nomades apparentés aux Tutsi.

Cette flambée de violence n'est pas nouvelle. Le dernier massacre en date, en mars 1992, dans la région du Bu-

gesera (sud de Kigali) s'était soldé par la mort d'environ 300 Tutsi. Des témoins - membres d'organisations religieuses -, ainsi que l'opposition, accusent des proches du pouvoir d'avoir commandité ces tueries perpétrées par de simples exécutants, rétribués pour l'occasion. Il s'agissait alors pour les durs du régime de s'opposer à une première ouverture politique, qui eut finalement lieu en avril avec l'entrée dans le gouvernement de plusieurs partis d'opposition, dont l'actuel premier ministre Dismas Nsengiyareye.

Les négociations d'Arusha, une petite ville dans le nord de la Tanzanie, menées côté gouvernement par le ministre des Affaires étrangères Boniface Ngurinzira, doivent aborder dans les prochains jours une phase très délicate : l'intégration dans l'armée des combattants rebelles. Les partisans du régime veulent contrôler maintenant les pourparlers, aussi le président a-t-il décidé de nommer comme chef de délégation son ministre de la Défense, James Gasana, en remplacement de M. Ngurinzira. Une décision à laquelle s'est opposé le premier ministre.